

L'homme est un prédateur pour la planète

Par [Marie Toussaint, Présidente de l'association «Notre affaire à tous»](#) — 31 juillet 2018 à 17:59

Sur l'acropole d'Athènes, lundi, le Parthénon était entouré d'un nuage de fumée provenant de l'incendie qui sévit à Kineta.

La destruction de notre planète est une politique de prédation sociale : en détournant le regard face au réchauffement climatique, nos dirigeants s'enferment dans une attitude méprisante, coupable et dangereuse.

La planète brûle littéralement, et nous regardons ailleurs. Un appel qui semble n'avoir jamais été aussi cuisant et actuel. Car face au jour le plus chaud jamais mesuré, aux milliers d'hospitalisations, aux dizaines de morts au cœur même de l'Europe, au cercle arctique qui prend feu, les Etats membres de l'Union européenne se gargarisent de pouvoir faire preuve de solidarité à travers une aide technique face aux incendies en Grèce ou en Suède. Une aberration, là où la véritable solidarité consisterait à lutter réellement et rapidement contre le réchauffement climatique, là où nul n'assume la responsabilité d'être à l'origine de ces catastrophes.

À lire aussi : [La vie dans un monde trop chaud](#)

Car les catastrophes climatiques actuelles ont une cause : l'action humaine. Et à celles et ceux qui considèrent encore l'environnement comme une affaire de «bobos», nous répondons que la destruction de notre planète constitue une véritable politique de prédation sociale, peut-être même la plus grave – car irréparable.

Les violences infligées par la destruction environnementale sont graves. Nous pourrions passer de 3 000 décès annuels à 150 000 d'ici à 2050. Les températures n'ont jamais été aussi élevées, et Jean Jouzel, climatologue et ancien vice-président du Giec, nous annonce des pointes à 45 °C en France dans la décennie qui vient.

Inégalités

Les victimes se situent en premier lieu dans les pays les plus chauds, dont nombre n'ont pas bénéficié de la prospérité d'un monde qui consomme plus qu'il ne devrait. Elles se situent déjà aussi chez nous, dans les pays développés, et jusqu'au cœur de l'Europe : les terribles incendies et vagues de chaleur de l'été 2017 en Grèce, au Portugal et en Italie, devraient se répéter annuellement, et l'été 2018 accuse déjà un lourd bilan.

Dans les années à venir, nombreuses seront les professions endommagées ainsi que l'a souligné l'Anses, les terres disparaissant sous les eaux comme nous l'annonçait déjà la Nasa en 2007, de zones désertifiées ainsi que nous pouvons l'observer dans les régions rurales françaises.

La destruction environnementale se nourrit des inégalités : en moyenne, les 10% les plus modestes polluent huit fois moins que les 10% les plus riches. Elle les accroît également : en Grande-Bretagne, 16% des plus pauvres vivent en zone inondable contre seulement 1% des plus aisés ; en cas de catastrophe naturelle, on constate une recrudescence des violences faites aux femmes, tandis que les risques de décès sont 14 fois plus élevés pour les femmes et les enfants en cas de catastrophes naturelles (Fonds des Nations Unies pour les populations). Les terres des populations

les plus faibles sont appropriées à travers le monde pour développer des projets polluants et destructeurs, tandis que les agriculteurs.trices européen.ne.s commencent à réclamer, d'ajouter à la liberté de circulation, un droit à rester et à protéger son patrimoine.

Ces catastrophes ont aussi un coût, et ce dernier explose : en 2017, le coût des catastrophes naturelles liées à l'action humaine s'élevait à 300 milliards de dollars, le double de 2016, dont seulement la moitié était couverte par les assurances – ce qui signifie que l'autre moitié fut très largement supportée par les contribuables.

À lire aussi : [Climat : une famille française attaque l'Union européenne en justice](#)

Impunité

Dès lors, comment interpréter l'aveuglement actuel ? Depuis décembre 2015, les émissions de la France et de l'Union européenne ont augmenté, et le pays de l'Accord de Paris avoue sans fard et sans honte qu'il ne tiendra pas ses propres objectifs climat. De nouvelles concessions pétrolières s'ouvrent dans la Méditerranée tandis que le «sauvetage» de la Grèce passe par le rachat de ses centrales à charbon, plutôt que leur fermeture. Nous attendons encore une taxe carbone aux frontières de l'Europe permettant de fiscaliser les émissions dans la justice sociale (les riches étant les plus grands consommateurs de produits polluants importés).

L'inaction, ou la carence d'action, de nos gouvernements est coupable. Elles révèlent le mépris envers les petit.e.s et le vivant. À l'heure où l'on trouve de l'eau sur Mars, on peut s'inquiéter d'une stratégie consciente de recherche de refuge pour les plus prospères en prévision de temps plus chauds. L'impunité règne, pour les pouvoirs publics comme pour les lobbys qui entravent toute politique écologique ambitieuse.

Il est temps de construire un monde nouveau, celui d'une révolution de la responsabilité, du respect des droits fondamentaux, de l'égale dignité de toutes et tous. Ce monde-là doit reposer sur la justice environnementale et climatique.

[Marie Toussaint Présidente de l'association «Notre affaire à tous»](#)



Le jour du dépassement encore avancé, tout comme la chaleur écrasante de ce mois de juillet, nous le rappellent : le climat, loin d'être un commun abstrait et une préoccupation élitiste, met en danger la vie, la santé et les modes de vie de millions de personnes de part le monde, et en particulier Des plus précaires, laissé.e.s sans aucune protection face à la violence d'un climat déchaîné.

Si l'inaction est bien présente, et pesante, nous gardons espoir : grâce au **mouvement mondial de la justice climatique**, porté par *Our Children's Trust* aux États Unis ou *Urgenda* aux Pays Bas et dont nous connaissons l'issue à cet automne ; grâce à ces citoyen.ne.s et parlementaires qui continuent de se battre **pour que le climat et les limites planétaires soient inscrits dans notre texte fondateur** ; grâce à ces dix familles qui ont eu le courage de demander la protection de leurs droits face à l'UE ; grâce aux mouvements citoyens, d'Alternatiba au CRID en passant par Attac, qui **construisent les solidarités face au chaos qui s'annonce** ; et enfin, grâce à **vous : votre soutien, vos encouragements nous permettent d'agir et d'être entendu.e.s**. Les samedi et dimanche 8 et 9 septembre, à l'occasion de notre Assemblée Générale, nous souhaitons vous associer aux débats qui nous animent, et aux stratégies que nous portons. Nous serions ravi.e.s de vous y rencontrer !

Toute l'équipe de Notre Affaire à Tous

LES 8 ET 9 SEPTEMBRE : RENDEZ-VOUS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE NOTRE AFFAIRE À TOUS !

Alors que s'ouvrent de nouveaux chapitres sur la responsabilité des multinationales et des États sur la protection des communs et des droits humains, **nous voulons faire de cette Assemblée Générale un espace de débats et de réflexion** : quels impacts du changement climatique sur nos droits et ceux de la nature ? Comment nous protéger, par le droit, du chaos ? Syndicats, associations, chercheurs.ses, économistes, juristes, et citoyen.ne.s engagé.e.s y sont les bienvenu.e.s pour construire le mouvement pour la justice climatique en France !

Découvrir le programme de l'Assemblée Générale
<https://notreaffaireatous.org/1303-2/>

Pas encore adhérent.e ? N'oubliez pas d'adhérer ou de ré-adhérer afin de pouvoir participer aux votes et aux prises de décisions pendant l'AG !

Adhérer ou ré-adhérer à Notre Affaire à Tous pour l'année 2018

DES AVANCÉES SUR LE PEOPLE'S CLIMATE CASE

Les 3 et 4 juillet dernier, une partie de l'équipe de Notre Affaire à Tous s'est rendue à Bruxelles à l'occasion du "Climate Litigation Workshop" organisé par le Climate Action Network (CAN) Europe, avec qui nous accompagnons depuis le 23 Mai dernier le [Recours Climat Citoyen](#). Construire de nouvelles alliances, réfléchir à des stratégies d'influence des décideurs européens, dresser le calendrier des moments forts à venir : l'agenda fut chargé, mais nous revenons avec plein d'idées en tête pour porter les droits des victimes du changement climatique devant la responsabilité des États !

Lire le compte-rendu de la rencontre du CAN

Le juge de la Cour de Justice de l'Union Européenne ne s'est pas encore prononcé sur le recours des familles : [il est encore temps de se mobiliser et de les soutenir pour apporter un poids citoyen à ces familles courageuses !](#)



LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE À L'ARRÊT : QUID DES LIMITES PLANÉTAIRES ?

Depuis le 6 mars dernier et l'annonce de l'inscription du climat dans la Constitution, nous n'avons cessé de promouvoir une [réforme constitutionnelle](#) ambitieuse, mesurable et concrète. Des suites de l'affaire Benalla, les discussions sont cependant bloquées ...

[Découvrez ici notre bilan des discussions parlementaires à l'été 2018.](#)

Signez l'appel pour une constitution écologique !